

12/11/2024 - #Alfa Romeo , #Stellantis

Aidez-nous, pensez au véhicule d'occasion, pensez aux concessionnaires : les messages de Jean-Philippe Imparato aux députés

Par Florence Lagarde

Directrice de la rédaction et Directrice de la publication

Vous êtes abonné

Offrir cet article



Jean-Philippe Imparato le 7 novembre devant les députés de la Commission des affaires économiques.

**Lors de son audition devant les députés la semaine dernière, le nouveau patron de la région Europe de Stellantis, Jean-Philippe Imparato, a renvoyé aux députés (qui ne l'ont par ailleurs pas épargné) leur responsabilité de soutenir la transition vers le marché du véhicule électrique. Il leur a demandé de maintenir le budget à 1,5 milliard d'euros. "Il est important que la puissance publique se mobilise avec nous", leur a-t-il dit.**

Dans un précédent article paru en juillet dernier, Jean-Philippe Imparato alors directeur général d'Alfa Romeo et des véhicules utilitaires du groupe Stellantis, nous avait alerté sur la difficulté de passer l'échéance 2025 (Objectif CO2 de 2025 : "Personne ne se rend compte du mur qui arrive").

Depuis, il a pris la responsabilité de l'Europe pour le groupe (en conservant la direction du VUL) et n'a pas changé d'avis sur la difficulté de passer l'échéance. Devant les députés de la Commission des affaires économiques qui l'ont auditionné le 7 novembre dernier, il n'a pas caché les difficultés.

*"Dans moins de neuf semaines maintenant nous allons vivre un changement (qui n'est pas un changement de degré, qu'un changement de grade) dans notre industrie qui n'a probablement pas été vu dans ces cinquante dernières années. C'est le moment que nous puissions avoir ce genre d'échange nous industriel et vous législateur dans le contexte", a-t-il dit en introduction.*

Pour Stellantis, cette échéance se traduit par l'obligation de vendre 21% de véhicules électriques en Europe contre 12% actuellement. *"Ce qui signifie un jump d'un à deux dans neuf semaines et si rien ne bouge en termes de marché, c'est-à-dire acceptabilité par le client final, ça va produire forcément un certain nombre de décisions à prendre pour s'adapter aux conditions de marché", a dit de manière sibylline Jean-Philippe Imparato. Cette formulation pourrait signifier pour le groupe une baisse drastique des volumes de production pour tenir cette part de marché dans ses ventes avec les difficultés en cascade sur les fournisseurs et l'emploi.*

*"Ce qui se passe en janvier. Nous devons faire 9 points de mix en plus. Je vous donne un ordre de grandeur, un point de mix qui n'est pas fait me coûte 300 millions d'euros d'amende. On ne va pas payer. On va s'organiser pour être capable de faire ce mix", a-t-il dit également.*

Alors que la plupart des constructeurs européens plaident pour une solution qui permettrait d'éviter le paiement des amendes, le groupe Stellantis s'est affiché pour le maintien de la législation en l'état. Ce que Jean-Philippe Imparato a rappelé aux députés : *"Pourquoi on ne veut pas bouger ? Il y a un seul moyen de régler le problème des émissions de CO2 de la mobilité c'est l'électrique. Toute autre alternative dans un horizon visible n'est pas viable. Et si on veut prendre sérieusement ce sujet, il faut qu'on le fasse ensemble. Nous sommes prêts à aborder cette transition énergétique parce que notre dispositif industriel est prêt."*

Il a été plusieurs fois pris à partie sur les difficultés des fournisseurs et la responsabilité de Stellantis dans cette situation. Le dirigeant leur a calmement renvoyé la balle. Il les a notamment appelés à soutenir les efforts des industriels : *"Nous avons besoin d'une alliance entre les industriels d'un côté, les distributeurs de l'autre et la puissance publique pour nous accompagner dans la transition."*

Jean-Philippe Imparato a cité les douze véhicules électriques fabriqués en France par le groupe dans cinq usines d'assemblage avec des composants venant de ses sept sites de fabrication français. Ces usines d'assemblage représentent une capacité de production de 1 million de véhicules (toutes énergies, tous les véhicules ayant un choix de motorisation thermique ou électrique) en France *"qui sera maintenue à horizon trois ans"*.

Alors que les députés veulent des engagements de production et des certitudes, Jean-Philippe Imparato a tenté de leur faire comprendre les mécanismes imprévisibles du marché électrique : *"Ce marché est en ordre de grandeur de 12%, il doit être multiplié par deux dans neuf semaines. Nous allons voir comment ça se passe."*

C'est aussi le niveau du marché qui impacte la santé économique des fournisseurs, a souligné le dirigeant : *"Je ne peux pas vous dire qu'il ne va rien se passer dans le tissu fournisseur si on n'a pas un élan commun pour y arriver."*

Il a, à plusieurs reprises, plaidé pour le maintien des aides au moment où les députés discutent du projet de loi de finances pour 2025 dans lequel le budget pour la transition automobile a été réduit à 700 millions d'euros contre 1,5 milliard en 2024. *"C'est absolument essentiel que soient reconduits les dispositifs d'aide à l'achat en 2025 de véhicules électriques neufs mais également de véhicules d'occasion. Pensez aux réseaux qui ont des véhicules d'occasion sur leurs parkings. Véhicules particuliers, véhicules utilitaires. Pensons aux artisans qui vont devoir se déplacer en centre-ville en zéro émission demain. Il est important qu'un soutien massif accompagne cette transition maintenant."*

Dans l'éventualité de la réédition d'une offre de leasing social, il leur a dit : *"Si vous deviez voter un leasing social l'année prochaine, je vous en conjure embarquer le véhicule d'occasion, qui est chez vos concessionnaires en ce moment, dans la possibilité que vous avez de faire des offres au client final."*

Il a également enjoint les élus à s'occuper des bornes : *"S'il vous plaît, poussez les bornes de recharge partout !"*

Jean-Philippe Imparato a également fait remarquer aux élus qui s'inquiètent pour l'emploi dans l'industrie que ce sujet de la transition vers le véhicule électrique concernait aussi les réseaux qui *"subissent les conséquences des réglementations"*. *"Les concessionnaires et agents, des villes et villages qui emploient des gens. On en a 4.000 pour Stellantis. L'ordre de grandeur c'est 12.000 à 15.000 garages chez vous. Ils sont tous impliqués dans ce mouvement."*

*"Si vous souhaitez une bascule massive non pas de l'industrie, nous on y est, mais des clients vers la décarbonation, il faut maintenir cette enveloppe de 1,5 milliard, l'élargir au véhicule d'occasion, l'élargir aux entreprises et accompagner tous ceux qui sont susceptibles d'acheter des voitures électriques dans les prochains mois. Je ne suis pas en train de parler d'années, je suis en train de parler de semaines"*, a dit le dirigeant en conclusion.

Actualité suivante : Renault se hisse sur le podium des marques préférées des distributeurs →